

Réunion du CA provisoire de l'IAVFF du 29 avril 2015

Déclaration liminaire des organisations syndicales de la CGT, de la FSU et de SUD-Solidaires

Fallait-il créer l'IAV2F pour succéder au consortium Agreenium ? Au regard du bilan du consortium la réponse était évidente et négative.

Cette couche supplémentaire dans le mille-feuilles institutionnel n'a pas de notre point de vue apporté une quelconque plus-value. Les personnels ne se sont jamais senti partie prenante d'Agreenium.

Et ceci pour une raison simple et évidente, Agreenium ne correspondait pas à un besoin.

Le bilan parle de lui-même, il a d'ailleurs été brillamment illustré par Bernard Chevassus Au Louis lors d'un précédent CA.

Quand nous lisons dans une dépêche de l'AEF que « en 4 ans d'existence Agreenium a d'abord permis à ses membres d'apprendre à se parler » on reste pantois devant une telle indigence !

On aurait pu imaginer que nos hiérarques issus du milieu scientifique en tirent les conclusions naturelles, et bien non la réponse ne s'est pas fait attendre, la nature a horreur du vide dit-on mais les ministères l'adorent, on crée l'IAVFF pour succéder au consortium.

Au moment où les budgets sont serrés, où les postes sont rares, où la précarité fait office d'avenir pour les jeunes, les tutelles dans leur grande sagesse nous resservent agreenium2. Au-delà des propos lénifiants que nous avons entendus sur l'impérieuse nécessité de cette structure, c'est l'ensemble de l'ESR qui est menacé car dans la période actuelle ce qui nous guette c'est la soi-disant rationalisation ou modernisation (RGPP2) des politiques publiques qui conduit à la baisse des budgets et des postes. Nos camarades et collègues de l'IRSTEA en font durement l'expérience comme tous les EPST, EPIC et Ecoles.

Face à la mise en place des COMUE qui quoi qu'on en dise entendent se substituer aux politiques nationales de recherche des organismes, l'IAVFF est aussi un outil de déstructuration.

Nous, représentants du personnel, ferons donc tout pour que l'IAV2F ne soit pas un outil supplémentaire de désagrégation de l'ESR et nous continuerons à exiger que tous nos établissements reçoivent les dotations budgétaires de l'Etat nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de service public. Les dotations de l'Etat doivent couvrir, a minima, l'intégralité de la masse salariale des emplois sous plafond (y compris le GVT) et les autres charges structurelles (immobilier, fonctionnement...). Nous revendiquons également un plan pluriannuel de créations d'emplois permettant la titularisation de tous les précaires. Dès à présent, tous les établissements ont besoin d'une visibilité sur le budget 2016, en particulier d'un engagement des tutelles sur le maintien effectif, a minima, de l'emploi statutaire.